

Elevage :  
Kérivin  
29550 PLOMODIERN

QUIMPER, le 30/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/03/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur



**SARL LE DUFF**  
Kérivin  
29550 Plomodiern

Références : AIOT n° 0052902201

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2023 dans l'établissement SARL LE DUFF implanté au lieu-dit Kérivin 29550 PLOMODIERN. L'inspection a été annoncée le 07/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL LE DUFF
- Kérivin 29550 Plomodiern
- Code AIOT : 0052902201
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations de l'élevage porcin et bovin exploitées par la SARL LE DUFF au lieu-dit « Kérivin » à PLOMODIERN ont fait l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement n° 37-2019/E du 07/05/2019, pour les effectifs suivants :

2755 animaux-équivalents répartis comme suit :

- 200 porcs reproducteurs ;
- 1944 porcs de plus de 30 kg ;
- 1054 porcs de moins de 30 kg.

L'arrêté préfectoral du 07/05/2019 a été annulé suite à décision de tribunal administratif de Rennes du 12/01/2023.

**Les thèmes de visite principaux retenus sont les suivants :**

- Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier ;
- Respect de prescriptions particulières ;
- Défense externe et interne contre l'incendie ;
- L'étanchéité des ouvrages de stockage d'effluents.
- Les capacités de stockage des effluents ;
- La déclaration annuelle de flux d'azote ;
- La notification des changements du plan d'épandage ;
- Les bordereaux d'exportation ;
- La propreté des installations .

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 1	/	Sans objet
2	Respect de prescriptions spéciales ou particulières	Arrêté Préfectoral du 07/05/2019	/	Sans objet
3	Défense externe contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
4	Défense interne contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	/	Sans objet
5	Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II	/	Sans objet
6	Capacités de stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III	/	Sans objet
7	Déclaration annuelle des flux d'azote	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2	/	Sans objet
8	Notification des changements du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	/	Sans objet
9	Bordereaux entre exploitant et prêteurs de terres	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 37	/	Sans objet
10	Propreté des installations	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions particulières spécifiées dans le chapitre 2.2 de l'arrêté d'enregistrement, dont la mise en place a déjà fait l'objet d'un contrôle le 03/07/2020, sont respectées :

- Le talus continu à l'Ouest et au Sud de la fosse circulaire couverte en contrebas de l'îlot 1 est mis en place et la prolongation des longueurs de ce talus, demandée suite au contrôle Installation classée du 03/07/2020 a été effectuée ;
- Le dispositif d'alarme automatique de risque de débordement est mis en place au niveau de la fosse circulaire couverte ;
- Le regard de drainage de la fosse circulaire couverte est surélevé .

Vous devez déposer la mise à jour de votre plan d'épandage, comportant la mise à jour du dimensionnement du plan d'épandage et de la cartographie, au plus tard lors du dépôt de votre nouveau dossier d'autorisation environnement, **suite à l'annulation de votre arrêté d'enregistrement du 07/05/2019 par le tribunal administratif de Rennes par décision du 12/01/2023.**

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2019, article 1
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier
<b>Constats :</b> La déclaration de flux d'azote 2022, concernant la campagne 2021/2022, fait état de 17971 kg d'azote N produit par votre atelier porcin, durant la campagne 2021/2022. Ce chiffre est inférieur au chiffre de production d'azote maximal annuel répertorié dans le dossier Installation classée validé, égal à 19369 Kg d'azote N.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 2 : Respect de prescriptions spéciales ou particulières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/2019
<b>Thème(s) :</b> Élevage, prescriptions spéciales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Se référer aux prescriptions spéciales ou particulières
<b>Constats :</b> Les prescriptions particulières spécifiées dans le chapitre 2.2 de l'arrêté d'enregistrement, dont la mise en place a déjà fait l'objet d'un contrôle le 03/07/2020, sont respectées : <ul style="list-style-type: none"><li>• Le talus continu à l'Ouest et au Sud de la fosse circulaire couverte en contrebas de l'îlot 1 est mis en place et la prolongation des longueurs de ce talus, demandée suite au contrôle Installation classée du 03/07/2020 a été effectuée ;</li><li>• Le dispositif d'alarme automatique de risque de débordement est mis en place au niveau de la fosse circulaire couverte.</li><li>• Le regard de drainage de la fosse circulaire couverte est surélevé.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Défense externe contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.
<b>Constats :</b> Une Réserve d'Eau contre l'incendie (REI) est répertoriée sur le site de « Kérivin » (180 m <sup>3</sup> ). Elle est située à moins de 200 mètres du bâtiment le plus éloigné concernant respectivement la SARL LE DUFF (atelier porcin) et la SCEA LE DUFF (atelier laitier) . En effet les deux élevages sont contigus. L'accès pour les services d'incendie (SDIS 29) et de secours est disponible 24h/24, avec signalétique pour accéder à la Réserve d'eau Incendie (REI - 180 m <sup>3</sup> ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Défense interne contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Sécurité – incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : — s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; — par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
<b>Constats :</b> Vos extincteurs sont régulièrement vérifiés par un technicien agréé. Ainsi la dernière vérification a eu lieu en octobre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : Étanchéité des ouvrage de stockage d'effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11-II
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Les équipements de stockage à l'air libre des effluents liquides sont signalés et entourés d'une clôture de sécurité et dotés, pour les nouveaux équipements, de dispositifs de surveillance de l'étanchéité. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er juin 2005 et avant le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats. Les équipements de stockage des lisiers et effluents d'élevage liquides construits après le 1er janvier 2014 sont conformes aux I à V et VII à IX du cahier des charges de l'annexe 2 de l'arrêté du 26 février 2002 susvisé ou présentent des caractéristiques permettant de garantir les mêmes résultats.
<b>Constats :</b> Aucun déversement de lisier dans le milieu n'a été constaté le jour du contrôle. Le lisier de porc est partiellement stocké dans une fosse circulaire aérienne couverte contenant 553 m <sup>3</sup> utiles (voir point de contrôle n° 6).  La bâche empêche toute chute de personnes ou d'animaux. La fosse étant couverte le risque de débordement de celle-ci, suite aux pluies d'hiver, est donc très limité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Capacités de stockage des effluents**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-III
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution accidentelle/DN
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, les capacités minimales des équipements de stockage des effluents d'élevage répondent aux dispositions prises en application du 2° du I de l'article R. 211-81 du code de l'environnement. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, le stockage au champ des effluents visés au 2° du II de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé répond aux dispositions de ce dernier.
<b>Constats :</b> Les capacités de stockage sont conformes au dossier Installation Classée validé. Le lisier de porc est stocké dans des fosses sous caillebotis situées sous les porcheries (2979 m <sup>3</sup> utiles) et dans une fosse circulaire aérienne couverte (553 m <sup>3</sup> utiles), soit au total 3532 m <sup>3</sup> utiles. Ainsi ces stockages permettent de stocker 8,27 mois de lisier de porc, durée de stockage supérieure aux 7,5 mois minimaux requis (Programme d'Actions National du 19/12/2011 modifié)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Déclaration annuelle des flux d'azote

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 4.2
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> PAR 6 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. La déclaration couvre la période allant du 1er septembre de l'année précédant l'année en cours au 31 août de l'année en cours et s'applique à l'ensemble des personnes mentionnées dans cet article.
<b>Constats :</b> La déclaration annuelle de flux d'azote 2022, concernant la campagne 2021/2022, a été effectuée. La quantité d'azote indiquée (18595 Kg d'N), exportée vers les parcelles mises à disposition par la SCEA LE DUFF à PLOMODIERN, est identique à celle indiquée dans la déclaration de flux d'azote concernant la campagne 2021/2022 établie par la SCEA LE DUFF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 8 : Notification des changements du plan d'épandage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d
<b>Thème(s) :</b> Élevage, dispositions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet. Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.
<b>Constats :</b> Des parcelles nouvellement acquises en 2022 par votre unique prêteur de terres, la SCEA LE DUFF à PLOMODIERN dont vous êtes le gérant, ne font pas partie du plan d'épandage validé. Ainsi la SCEA LE DUFF a déclaré en 2016 (preuve de dépôt du 07/06/2016) une Surface Agricole Utile (SAU) égale à 183,02 ha, reprise dans votre dossier installation classée validé. Or sa Surface Agricole Utile déclarée à la PAC 2022 est égale à 254,47 ha.  Le jour du contrôle vous avez présenté les cartes des parcelles exploitées par la SCEA LE DUFF, qui ne font pas encore partie du plan d'épandage validé, ainsi que la liste parcellaire de ces nouvelles parcelles.  Vous devez toutefois déposer cette mise à jour de votre plan d'épandage, comportant la mise à jour du dimensionnement du plan d'épandage et de la cartographie, au plus tard lors du dépôt de votre nouveau dossier d'autorisation environnementale, <b>suite à l'annulation de votre arrêté d'enregistrement du 07/05/2019 par le tribunal administratif de Rennes le 12/01/2023.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Bordereaux import, export**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Pollution diffuse/DN
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Lorsque les effluents d'élevage sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage. Il comporte l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage et des matières issues de leur traitement épandus et les quantités d'azote correspondantes. En zone vulnérable aux pollutions par les nitrates, l'établissement des bordereaux d'échanges et du cahier d'enregistrement définis au IV de l'annexe I de l'arrêté du 19 décembre 2011 susvisé est considéré remplir les obligations définies au présent article, à condition que le cahier d'épandage soit complété pour chaque îlot cultural par les informations 2, 7 et 8 ci-dessus. Le cahier d'épandage est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.
<b>Constats :</b> Il y a présence des bordereaux d'exportation de lisier de porc vers les parcelles mises à disposition par la SCEA LE DUFF (PLOMODIERN), signés par les deux parties et comportant l'identification des surfaces réceptrices, les volumes d'effluents d'élevage épandus et les quantités d'azote correspondantes.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 10 : Propreté des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
<b>Thème(s) :</b> Élevage, Implantation – Aménagement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
<b>Constats :</b> Le site d'élevage est particulièrement propre : aucun déchet (ferraille, bois, plastique,...) n'est visible.  La société SAB (CHATEAUNEUF DU FAOU) intervient pour lutter contre les rongeurs (souris, rats,...) et insectes (mouches).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet